

Elections et perpétuation de l'ordre colonial

le 26/2/2006 10:40:00 (682 lectures)

Tract de février 2005 qui montre en quoi les élections (janvier 2005) du successeur de Yasser Arafat à la présidence de l'Autorité Palestinienne servent la politique sioniste.

Suite au décès de Yasser Arafat, en novembre 2004, des élections sous occupation sont organisées en Cisjordanie et à Gaza. Mahmoud Abbas devient président de l'Autorité Palestinienne. Les réfugiés, la diaspora et les Palestiniens vivant en Israël ne sont pas autorisés à voter. L'histoire récente montre que l'Etat colonial d'Israël fait de cette élection un élément de sa stratégie d'annexion de toute la Palestine.

✘ Les élections de Janvier 2005 qui ont vu Mahmoud Abbas accéder au pouvoir seraient un signe de maturation politique du peuple palestinien. Le remplacement de feu Yasser Arafat par ce dernier à la tête de l'autorité palestinienne ouvrirait de « nouvelles perspectives de paix ». Ainsi parle la propagande sioniste. Mais qu'en est-il réellement ?

L'histoire récente montre que l'Etat colonial d'Israël fait de cette élection un élément de sa stratégie d'annexion de toute la Palestine. En effet, pour qu'émerge M. Abbas comme leur seul interlocuteur, les dirigeants d'Israël ont pris soin soit d'assassiner soit d'emprisonner les chefs de la résistance palestinienne, en maintenant leur entreprise de terrorisme et de destruction du peuple palestinien. Cette politique d'affaiblissement de la résistance a permis de créer un contexte favorable à l'élection de M. Abbas qui devra jouer le rôle qu'Arafat a refusé de jouer : celui de supplétif. Il devra donc réprimer et museler son propre peuple. Au-delà de ce contexte, il faut rappeler que seulement 10% des Palestiniens ont eu le droit de participer aux élections. Les réfugiés palestiniens (au nombre de 5 millions) et les Palestiniens vivant en Israël (un peu plus de 1 million) n'ont pas été pris en compte. Encore une fois. N'est-ce pas là l'une des formes de négation de l'existence du peuple palestinien ? De plus, le nouveau président de l'autorité palestinienne en ruine a été mal élu avec un taux de participation inférieur à 60% à Gaza et en Cisjordanie. En comparaison, le taux de participation aux élections municipales à Gaza a atteint environ 80%.

L'élection d'un président palestinien affaibli politiquement, car peu représentatif de son peuple, coïncide étrangement avec le projet israélien de retrait de la bande de Gaza. Ce retrait est en fait un faux retrait car Israël garderait le contrôle des frontières et de l'espace aérien, renforcerait la colonisation de la Cisjordanie, tout en assortissant ces mesures d'une condition première : le désarmement de la résistance, condition acceptée par M. Abbas.

Ce retrait, soutenu par la plupart des Etats dont l'Etat français, est purement tactique. La déclaration de Dow Weisglass, proche conseiller de A. Sharon, au journal Haaretz, le met bien en évidence : « *Le sens du désengagement de Gaza est le gel du processus politique. Quand vous le gelez, vous empêchez la création d'un Etat palestinien et une discussion sur les réfugiés, sur les frontières et sur Jérusalem. [...] Le désengagement, c'est la dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.* »

Concrètement l'objectif sioniste reste toujours de vider la Palestine de ses habitants arabes et d'empêcher la création d'un Etat palestinien. La justification d'une telle politique, accompagnée d'une criminalisation du mouvement pro-palestinien, passe par un discours idéologique sans cesse relayé par les médias : le crime commis contre les juifs pendant la seconde Guerre Mondiale pourrait justifier le crime actuel contre les Palestiniens. Le chef de l'état français lui même, a déclaré récemment : « *La blessure infligée aux Juifs suffirait à elle seule, si besoin était, de justifier la légitimité d'Israël* ». N'oublions pourtant pas toutes les autres victimes du génocide perpétré par les Nazis : les déportés politiques, les Tsiganes, les Slaves, les homosexuels, etc....

Face au terrorisme idéologique et intellectuel nous devons plus que jamais rester mobilisés tout en soutenant :

- l'autodétermination et l'indépendance nationale du peuple palestinien,
- le retour de tous les réfugiés chez eux,
- l'égalité des palestiniens vivant en Israël,
- la libération de tous les résistants emprisonnés
- la condamnation du sionisme, idéologie raciste et colonialiste.